

L'État semble ne pas en avoir fini avec les gilets jaunes et le gouvernement paraît inflexible, à défaut de savoir comment gérer **ce mouvement de colère désordonné et insaisissable, sans doute plus politique dans sa signification que dans sa formulation**

. Bien sûr, cette colère retombera ou s'épuisera, et ce que l'on pourrait qualifier de « **pays légal**

», qu'il soit syndical ou politicien, respirera, tandis que la mondialisation poursuivra sa marche en avant, néanmoins ralentie et plutôt déconsidérée ses dernières années dans nos contrées : mais rien ne sera réglé, et

**le ressentiment des classes populaires et moyennes les moins aisées ira croissant**

, s'exprimant dans les urnes (sans menacer vraiment l'ordre des choses établi depuis longtemps par la République) et sur les réseaux sociaux, déversoirs de la colère et, en définitive, nouveaux amortisseurs de cette dernière après en avoir été le catalyseur et l'éphémère organisateur.

Pour l'heure, **le gouvernement joue la carte du pourrissement du « conflit », en espérant que « ceux qui se lèvent tôt » se fâchent contre les « fâchés des taxes » :**

les boulangers privés de farine à cause des blocages alors que les commandes non traitées s'accumulent et profitent aux grandes surfaces, mieux achalandées et préparées à ce genre de situation (au moins pour les premiers jours), ou les commerciaux obligés de patienter des heures dans les ralentissements et perdant parfois de précieux clients, entre autres, n'apprécient guère les formes du mouvement même si, eux aussi, se plaignent de la pression fiscale trop forte. « Diviser pour mieux régner » reste la stratégie privilégiée par une République à court d'idées et d'arguments, mais indique aussi sa fragilité, confirmée par quelques sondages qui, au-delà du président Emmanuel Macron, signalent

**une sorte de « démotivation démocratique » plutôt inquiétante car possiblement nihiliste**

## Les gilets jaunes, une contestation issue du "pays réel".

Écrit par Jean-Philippe

Lundi, 19 Novembre 2018 21:11

---



Ce qui est certain, c'est que **ce mouvement mérite considération et, au moins sur la question du « terreau des révoltes », réflexion, voire approbation et soutien**

. Cela ne signifie ni aveuglement ni suivisme, bien au contraire, et ce serait gravement impolitique de se contenter de slogans et de ne pas penser des pistes de propositions et de solutions, au-delà de la seule question du diesel ou de celle, plus large, des modes de déplacement motorisés. Plusieurs thèmes peuvent ainsi être abordés sans sortir du sujet : les mobilités et les types d'énergies nécessaires à celles-ci ; la localisation de l'habitat et le lieu du travail (et les formes que peut revêtir celui-ci pour réduire l'éloignement entre ceux-ci) ; l'aménagement du territoire (des territoires, devrait-on dire) et les circulations, et leur gestion, publique comme privée, corporative comme politique ; etc. Dans ces réflexions, les monarchistes ont leur mot à dire et des idées à avancer, et il serait dommage qu'ils restent en marge des discussions.

Mais il y a une réflexion politique plus large à avoir en ces temps de colère : après tout, cette révolte des gilets jaunes n'est pas, comme le signale Christophe Guilluy une simple jacquerie :  
« **C'est une confirmation de la confrontation entre la France périphérique et la France**

## Les gilets jaunes, une contestation issue du "pays réel".

Écrit par Jean-Philippe

Lundi, 19 Novembre 2018 21:11

---

**des métropoles. Nous ne sommes pas en face d'un mouvement marginal et catégoriel. C'est pourquoi le terme de « jacquerie » me semble inapproprié. La fronde dépasse le monde rural et touche l'ensemble des catégories modestes. (...) Surtout, je crois que nous sommes face à un processus de réaffirmation culturelle des classes moyennes. »**

Certains pourront y voir une définition sommaire du «

### **pays réel**

» (définition incomplète, voire inexacte car trop limitée à des classes sociales), pays dont les contours restent d'ailleurs à préciser pour 2018, et il n'est pas scandaleux de l'évoquer si on veut bien, justement, le définir et en comprendre les potentialités et les limites, les unes et les autres nombreuses et non moins certaines... Mais, s'il faut la connaître et tenter de la comprendre, se contenter de voguer au gré de la vague jaune ne peut suffire pour ceux qui se targuent de vouloir changer de situation ou de régime politique :

**le « pays réel » n'est pas, en soi, une avant-garde, mais plutôt « ce pays qui vit, qui travaille, qui produit et consomme » dans un cadre relativement stable sans être immobile**

, ce pays enraciné qui se reconnaît, au-delà de ses différences multiples,

**dans une nation historique et « habituelle »**

. Il ne fait pas les révolutions, s'il peut les suivre et les confirmer, ou non. Dans nos démocraties, il donne droit, par son vote, au « pays légal » de faire la loi. Mais quand ce droit ne fait plus devoir au « pays légal » de respecter le « pays réel », la démocratie perd de sa consistance et, surtout, de sa légitimité : c'est alors le pouvoir de Créon, et cela peut bien encolérer les électeurs-contribuables qui se sentent floués et incompris, voire ignorés. Nous en sommes sans doute là, et

**le « pays réel », en ses parties les plus insatisfaites, se couvre alors de jaune fluo pour dénoncer l'illégitimité de certaines taxes ou l'usage abusif du recours étatique à l'impôt**

. Ses maladroites et ses emportements peuvent le décrédibiliser, certes, mais cela n'enlève rien au fond de la colère et au sentiment d'injustice qui le motive pour protester.



**Le rôle des royalistes contemporains** est, sans doute, de montrer que c'est par le moyen du politique et par la liberté affirmée et assumée de la magistrature suprême de l'État que les questions sociales, territoriales et environnementales peuvent trouver des débouchés plus favorables au « pays réel » (ou « réels », au pluriel, ce qui correspondrait sans doute mieux à la multiplicité des communautés et des points d'attaches, en particulier sociales et locales), tout en inscrivant l'action politique dans le long terme et la continuité nécessaire à la bonne mise en place des grandes stratégies écologiques, économiques et sociales, entre autres. Si l'instauration monarchique paraît lointaine, il n'en est pas moins utile de rappeler sa nécessité au regard des enjeux, des défis et des attentes de notre temps et pour cet avenir qui dure longtemps, selon l'heureuse expression du Comte de Paris.

**Loin d'être un « sceptre magique », la Monarchie ouvre la voie à des possibilités multiples**

que l'actuelle République ne peut développer, prisonnière de son calendrier et d'un « pays légal » sans imagination ni altitude mentale...

## **Les gilets jaunes, une contestation issue du "pays réel".**

Écrit par Jean-Philippe

Lundi, 19 Novembre 2018 21:11

---